Rapport sur les crimes turcs au Rojava

Category: International
écrit par jmfouquer | 24 mars 2024

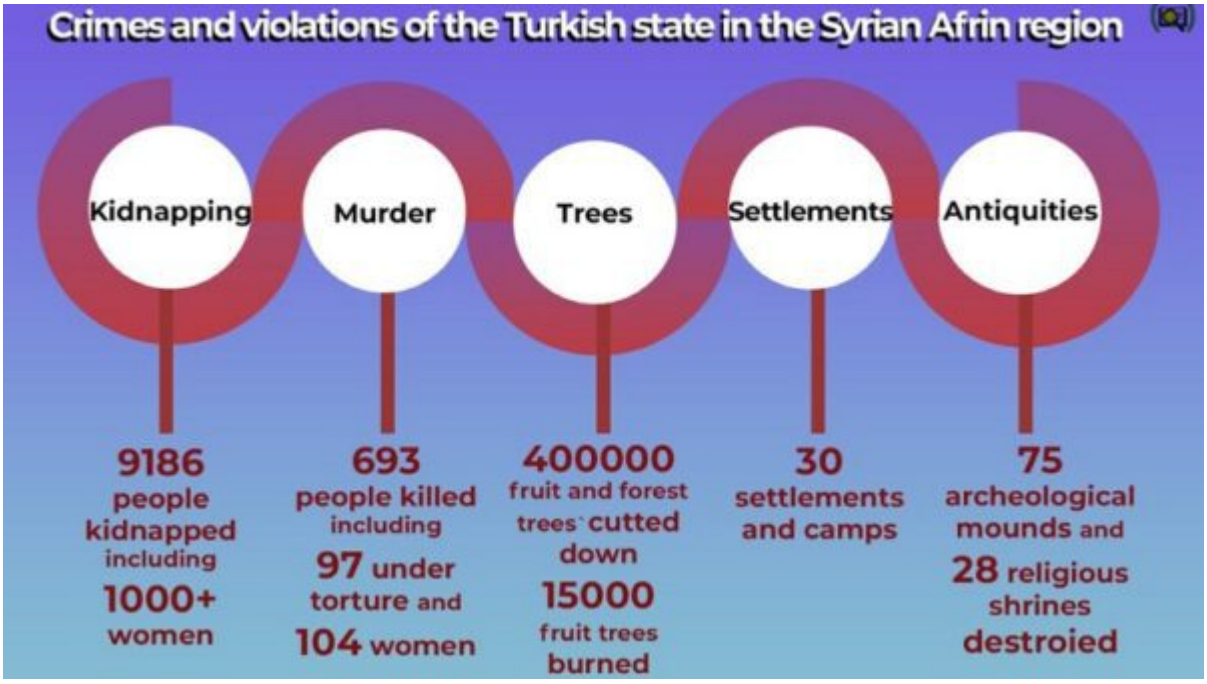
À l'occasion du sixième anniversaire de l'occupation du canton kurde d'Afrin, le YPJ-Info (Unités de défense des femmes) a publié un rapport détaillé sur les crimes et violations de la Turquie dans la région d'Afrine.

ROJAVA. Les YPJ publient le bilan de six ans d'occupation turque à Afrine

Par *YPG-Info*[1]Cette structure fournit des informations précises et de terrain sur les questions de sécurité et le travail du YPJ, tout en documentant les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre dans le nord et l'est de la Syrie., le 20 mars 2024.

> SYRIE / ROJAVA[2]Le Rojava (« l'ouest » en kurde), ou Kurdistan occidental ou Kurdistan syrien ou Fédération démocratique du nord de la Syrie, est une région rebelle autonome de fait dans le nord et le nord-est de la Syrie. – Changement démographique, meurtres, kidnappings, torture, féminicides, écocide, destruction et pillage des sites archéologiques, vols des biens mobiliers et immobiliers appartenant aux civils, soumission totale de la population kurde aux gangs armés sous commandement turc… à l'occasion du sixième anniversaire de l'occupation du canton kurde d'Afrin[3]https://www.wikiwand.com/fr/Afrine, YPJ Info a publié un rapport sur les crimes et violations de la Turquie dans la région d'Afrin.
>
> Le YPJ-Info (Unités de défense des femmes) a publié un

rapport détaillé sur les crimes et violations turcs dans la région d'Afrin.



Le rapport indique : « *Les forces militaires d'occupation turques, ainsi que les groupes armés qui leur sont fidèles, ont lancé l'opération dite du Rameau d'Olivier dans la région d'Afrin en janvier 2018. Cette opération a vu l'utilisation de diverses armes aériennes et terrestres, y compris des armes interdites au niveau international. Ces opérations ont entraîné de graves conséquences pour la communauté kurde et les autres peuples de la région. Des civils innocents, dont de nombreux enfants, femmes et personnes âgées, ont beaucoup souffert, et de nombreux tués ou blessés. L'opération a également conduit à un déplacement forcé massif des population indigène, dont beaucoup finissent dans les zones de déplacement dans les camps de Tal Rifaat (Al-Shahba) et d'autres se déplacent vers différentes régions syriennes.*

Les Kurdes restants à Afrin ne dépassent pas 193 000 personnes. Ils sont confrontés à un chaos et à un danger croissants tandis que l'occupant prépare le terrain à la prolifération des crimes. Ces crimes

incluent des meurtres aléatoires et des enlèvements dans des centres de détention secrets, des vols, des pillages, vols à main armée, imposition de redevances et de rançons, abattage et incendie d'arbres et saisie de biens publics et privés par des voleurs et des gangs. Les miliciens et les colons armés font également la promotion de la drogue et de la prostitution, tout en combattant les Kurdes pour gagner leur vie en raison du manque d'emploi. opportunités et les prix élevés des aliments de base. Leur intention est de forcer les Kurdes à quitter et à abandonner leurs biens aux occupants et aux colons.

De nombreuses violations des droits humains ont été perpétrées contre la population autochtone kurde de manière calculée, comme le génocide, le nettoyage ethnique et les déplacements forcés. Dans un effort pour modifier la démographie de la région, les populations turque et arabe ont été sédentarisées. dans la région, tandis que des sites culturels et historiques ont été détruits. De nombreuses personnes, dont des enfants, ont perdu la vie. D'innombrables femmes ont été victimes de viols. Des gangs et des mercenaires ont illégalement pris possession de milliers de propriétés et de maisons des habitants indigènes d'Afrin. Les crimes commis ont été nombreux et variés : meurtres, détentions, disparitions forcées, tortures, saisies de biens publics et privés et violences sexuelles sous toutes leurs formes.

En outre, des sites archéologiques, des entrepôts et des sanctuaires religieux utilisés par diverses religions ont été détruits. De plus, plusieurs cimetières ont été rasés au bulldozer, dont un a été transformé en marché aux bestiaux. Les actes brutaux qui se poursuivent aujourd'hui à Afrin, perpétrés par des groupes mercenaires et des factions directement

liées à l'État turc, constituent une violation flagrante des normes internationales en matière de droits humains. Ces groupes continuent d'attaquer des civils, entraînant des morts, des enlèvements, des emprisonnements, des actes de torture, des vols, des vols et des brutalités. Les premiers habitants d'Afrin qui y résident encore sont quotidiennement confrontés à ces atrocités.

Le déplacement de la population d'Afrin a été encore exacerbé par des violations et des crimes, en particulier dans la région de Tal Rifaat, ses camps et les villages voisins. Ces zones ont été le théâtre de conflits et de guerres et sont tombées sous le contrôle des autorités. contrôle des factions armées et de l'État islamique. En conséquence, une grande partie des infrastructures, des installations et des maisons ont été détruites, les rendant inhabitables. Malgré cela, les réfugiés déplacés d'Afrin vivent toujours dans ces zones, qui continuent d'être ciblées.

Presque quotidiennement, l'Armée nationale syrienne est responsable de nombreux massacres entraînant la mort et les blessures de dizaines de civils. Un de ces événements tragiques a eu lieu à Tal Rifaat le 12/2/2019, lorsque dix personnes, dont huit enfants ont perdu la vie et seize autres ont été blessés. Un autre épisode a été le massacre d'Aqiba, où une famille entière de réfugiés d'Afrin, composée de trois individus, a été victime – dont une fillette de 11 ans. Malheureusement, ces horreurs se sont aggravées. par un tremblement de terre dévastateur qui a frappé plusieurs villes de Syrie et de Turquie, notamment Jindires le lundi 6 février 2023.

Ce tremblement de terre a fait des centaines de morts, de blessés et une destruction massive de bâtiments alors que les habitants se trouvaient à l'intérieur.

Pour ajouter au malheur des résidents kurdes, ils ont été maltraités par les factions de « l'Armée nationale syrienne » soutenues par la Turquie et les colons de la région, qui ont même eu recours au vol de l'aide destinée aux victimes. L'aide humanitaire, fournie par des organisations et sociétés caritatives, était saisie par la force et les citoyens kurdes étaient privés de cette aide sous le regard vigilant des autorités de l'État turc.

Malgré l'entrée de délégations et d'organisations internationales dans la région (Santé mondiale, UNICEF et autres), la situation ne s'est pas améliorée mais au contraire s'est aggravée. La plupart des habitants de la région de Jindires ont installé des tentes dans les ruines de leurs maisons détruites par peur du vol. Un exemple en est une famille kurde qui a été victime d'un massacre perpétré par des membres des factions de l'Armée nationale le 20/03/2023. Quatre membres de la famille ont été tués de sang-froid parce que l'un de leurs fils avait allumé le feu de Newroz, symbole d'une fête célébrée par de nombreux peuples à travers le monde. Ce crime odieux s'est produit devant le monde entier, sans que les auteurs n'aient à répondre de leurs actes. »

[…]

Pour lire la suite du rapport des YPG-Info…